

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE MWAKIRO



PROVINCE MUYINGA

Muyinga, septembre 2006

TABLE DE MATIERES

	Pages
Liste des abréviations	
Préface	
Introduction	
CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE	1
1.1. Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	3
CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE	4
2.1. Population	4
2.2. Densité	4
2.3. Population par tranche d'âge	4
2.4. <i>Population active et population à charge</i>	6
2.5. Evolution de la population de la commune Mwakiro	6
	7
CHAPITRE III. AGRICULTURE	
3.1. Pratiques agricoles	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Facteurs de production	10
3.4. Ecoulement des productions	12
3.5. Personnel d'encadrement	12
3.6. Contraintes	12
3.7. Potentialités/Atouts en matière agricole	13
3.8. Actions à mener	13
CHAPITRE IV. ELEVAGE	14
4.1. Systèmes d'élevage	14
4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005	15
4.3. Infrastructures zoo sanitaires	17
4.4. Ecoulement des productions	17
4.5. Amélioration génétique	17
4.6. Bulletin vétérinaire	17
4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur	18
CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE	20
5.1. La pêche	20
5.2. La pisciculture	20
CHAPITRE VI. FORETS	22

6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels	22
6.2. Productions forestières	23
6.3. Production des plants forestiers	23
6.4. Transformation du bois : Unités de transformation du bois	24
6.5. Aires protégées	24
6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives	24
CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT	25
7.1. Industrie	25
7.2. Artisanat	25
CHAPITRE VIII. ENERGIE	28
8.1. Energie électrique	28
8.2. Les combustibles ligneux	28
CHAPITRE IX. COMMERCE ET SERVICES	29
9.1. Commerce	29
9.2. Tourisme et hôtellerie	32
9.3. Institutions financières	32
9.4. Transport	32
9.5. Communication	35
CHAPITRE X : MINES ET MINERAIS	35
CHAPITRE XI. SANTE	36
11.1. Données épidémiologiques	36
11.2. Vaccination	36
11.3. Données sur le SIDA	37
11.4. Médecine traditionnelle	37
11.5. Situation des infrastructures	37
11.6. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé	38
11.7. Equipement en laboratoires	39
11.8. Personnel soignant	39
11.9. Contraintes	39
11.10. Stratégies/Actions à mener	39
11.11. Partenaires et bailleurs de fonds	39
11.12. Approvisionnement en eau	40
CHAPITRE XII. HABITAT	41
12.1. Généralités	41
12.2. L'habitat rural	42
12.3. L'habitat urbain	43
12.4. Incidences de la crise sur l'habitat	43
12.5. Disponibilité des matériaux de construction	44
12.6. Contraintes, potentialités et perspectives	44
12.7. Partenaires	45
CHAPITRE XIII. EDUCATION	46
13.1. Généralités	46

13.2. L'enseignement préscolaire	46
13.3. Enseignement primaire	47
13.4. Enseignement secondaire	47
13.5. Ecoles techniques professionnelles	48
13.6. Situation du personnel enseignant	48
13.7. L'enseignement informel	48
13.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives	50
CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORTS	51
14.1. Généralités	51
14.2. Encadrement des jeunes	52
14.3. Sport	53
14.4. Patrimoine culturel	56
CHAPITRE XV COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT	58
15.1. Coopératives	58
15.2. Les associations	58
15.3. Principales contraintes, potentialités et perspectives	58
CHAPITRE XVI. JUSTICE	60
16.1. Infrastructures	60
16.2. Equipement	60
16.3. Performances du secteur	60
16.4. Personnel	61
16.5. La justice gracieuse	61
16.6. Contraintes et perspectives	61
	62
CHAPITRE XVII. ACTION SOCIALE	
17.1. Situation de l'enfant en difficultés	63
17.2. Situation des victimes de violences	63
17.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents	63
17.4. Situation des handicapés	64
17.5. Cas de personnes âgées en difficulté de suivie	64
17.7. Réintégration	64
CHAPITRE XVIII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	68

LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socioprofessionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBUR	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé

OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Psycho-social Organisation
USAID	: United States of America for International Development
UNOPS	: United Nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nations Infant and Children Fund
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la province Muyinga.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte dix sept chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. Situation géographique

La commune Mwakiro est délimitée au Nord par la Commune Buhinyuza, au Sud par la province Karusi (commune Mutumba), à l'Est par la province Cankuzo (Commune Kigamba), à l'Ouest par la province Karusi (Buhiga).

1.2. Découpage administratif

Cette commune se subdivise en 3 zones et 29 collines.

Les trois zones sont : Mwakiro, Kianza et Rugabano

Les collines : Bonero, Bubayi, Bugonza, Bukwanzi, Butobwe, Ciyando, Gahekenya, Gahemba, Gasenyi, Gihoza, Gitaba, Kabingo, Kandende, Kagombe, Karehe, Kavugangoma, Kibande, Kibongera, Kibwirwa, Kigajo, Kianza, Mukungu, Musenga, Muyange, Mwakiro, Rugabano, Rukanya, Rurtyazo et Rusheri.

1.3. Données géographiques

1.3.1. Superficie en km²

- Commune Mwakiro : 159, 52 km²
- Province Muyinga : 183,626 km²
- Burundi : 27.834 km²
- % commune Mwakiro/Province : 8,68
- % commune Mwakiro/Pays : 0,05

1.3.2. Paramètres climatiques

La commune Mwakiro s'étend sur la région naturelle du Bweru. Cette région se caractérise par :

- une altitude comprise entre 1400 – 1600m ;
- un climat à 2 saisons de pluie avec une irrégularité notable ;
- une pluviométrie moyenne variant entre 1000 mm et 1100mm /an ;
- une température moyenne de 18,5°C
- un réseau hydrographique dense avec des rivières orientées du Nord à l'Est
- un relief caractérisé par une série de collines et de plateaux orientés du Sud vers le Nord et de l'Ouest vers l'Est . Ces collines sont séparées par des vallées marécageuses
- une végétation de savane arborée

CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

2.1. Population

- Population totale de la commune Mwakiro: 44 925 hab
- Population totale de la province Muyinga : 591 711 hab
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab
- % Gasorwe par rapport à la province : 7.5%
- % Gasorwe par rapport au pays : 0.6%

2.2. Densité moyenne

- Commune Gasorwe : 281 hab / km²
- Province Muyinga : 296 hab /Km²
- Burundi : 273 hab / Km²

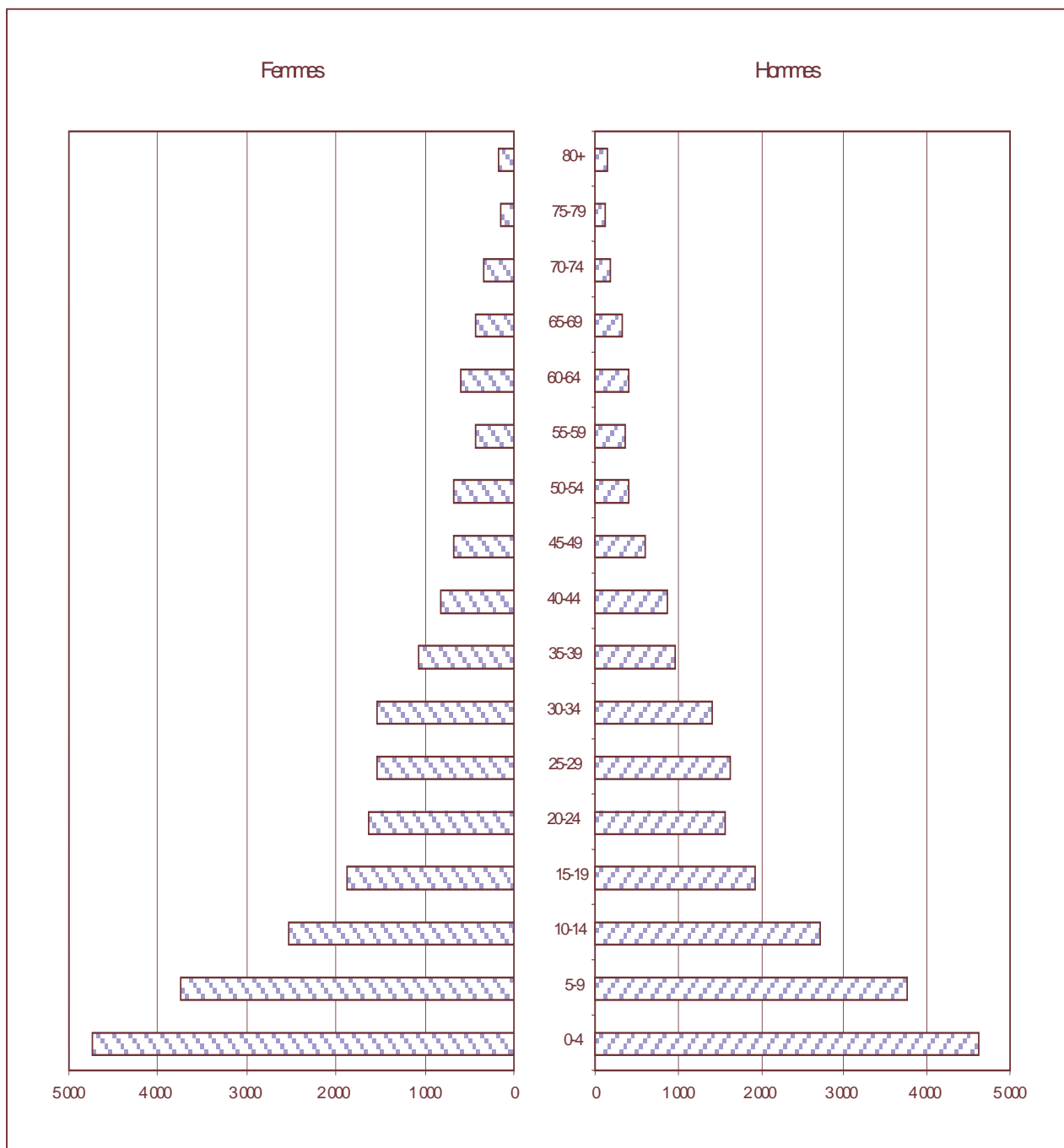
La densité moyenne de la commune est supérieure à la densité du pays mais inférieure à celle de la province Muyinga.

2.3. Population par tranche d'âge

12.7. Commune Mwakiro

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	4611	4741	9331
5-9	3759	3746	7505
10-14	2708	2528	5234
15-19	1937	1874	3812
20-24	1564	1631	3196
25-29	1636	1542	3179
30-34	1414	1539	2952
35-39	958	1066	2023
40-44	863	816	1679
45-49	597	683	1280
50-54	405	668	1073
55-59	371	440	811
60-64	402	593	995
65-69	312	424	736
70-74	187	343	529
75-79	115	148	262
80+	148	165	312
Total	21988	22944	44931

Pyramide des âges de la population de la Commune en 2005



2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64 ans)			Population à charge (<15 ans 65 ans et plus)			Rapport de dépendance		% de la population active	
	H	F	T	H	F	T	H	F	H	F

2.5. Evolution de la population de la commune dei

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								

CHAPITRE III. AGRICULTURE

La commune de est une des plus petites communes de Muyinga mais la plus densément peuplée après Gashoho.

Elle produit 29 % de la production vivrière provinciale et se classe en 1^{ère} position.

Elle se situe dans la région naturelle du Bweru, région qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années (voir tableau Production du manioc, patate douce, haricot).

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

3.1. Pratiques agricoles

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine.

La production est avant tout destinée à l'autoconsommation et le surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, l'insuffisance d'intrants, la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La province connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février , saison B de février à juillet et saison C de mai à décembre.

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Mwakiro à cause de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

Années	Bananes	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Sorgho	Arachides	Prod. Total
<u>6.Mwakiro</u>										
2001	577.530	1.027	578	15.200	8.670	2.316	400	-	-	
2002	581.130	10.331	581	15.496	8.715	2.312	403	-	-	
2003	626.220	11.133	626	19.000	8.390	2.508	44	-	-	
2004	11760	2470	3242	1128	1642	-	6228	4611	-	
2005	15520	2380	3060	1029	1520	-	5136	4301	-	
Prod.moy	362432	5468	1617	10371	5587	2378	2442	4456	-	391367
Proportion de la production de chaque culture dans la commune (%)	92.6	1.4	0.4	2.6	1.4	0.6	0.6	1.1		
Classement des cultures dans la commune	1	4	8	2	3	7	6	5		
Production totale de chaque culture dans la province	812636	31887	16983	291386	167350	15482	21723	19419	2257	1 379 123
Proportion de la production communale par rapport à la production provinciale par culture en %	44	14	9	3	3	15	11	23	-	29
Classement de la commune dans la province	1ère	4	6	3	4ème	3	4	2	-	1ère

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 92 % de la production totale des cultures, suivi par le manioc (2.6%) , la patate douce (1.4 %).

Par rapport à la production totale de la province, la commune Mwakiro produit 29 % et occupe la 1^{ère} place. Les premières communes les plus productrices étant dans l'ordre Mwakiro, Gasorwe et Butihinda avec respectivement 29 , 27 et 21 % des productions de la province.

La commune Mwakiro 44 % de la production totale de la banane et 23 % de la production du sorgho occupant pour ces cultures la 1^{ère} et la 2^{ème} place dans la province. Pour l'ensemble des cultures, la commune produit 29 % et se place à la 1^{ère} place.

3.3. Facteurs de production

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais

La densité moyenne de la commune est de 281 habitants au Km². C'est une des plus élevée de la province après Gashoho et Gasorwe et le fait que la commune ne dispose plus de terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constitue un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

Les superficies des marais dans la commune Mwakiro se présente comme suit :

Superficies des marais de Mwakiro

Noms des marais	Superficie des marais en 2005			
	Superficie totale des marais (en ha)	Superficies totales aménageables (en ha)	Superficies totales aménagées (en ha)	Superficies totales disponibles à aménager (en ha)
Nyabibugu, Nyambozi, Nyamwando	44	44	-	-
Kiremera, Kinyamakanya, Karemera	37	37	-	-
Kimiranzogera, Murwintambwe, Kinyendarama	35	35	-	-
Kiyoba, Kabizi, Kirigiti, Gihoma, Gasumo	33	33	-	-
Total	149	149	-	-

Source : DPAE Muyinga

La commune de Mwakiro dispose encore de 149 ha de marais dont sont déjà aménagés ;

L'importance de cette superficie représente ...% des disponibilités au niveau de la province.

Intrants agricoles

La commune Mwakiro ne dispose pas de centre semencier.

En ce qui concerne la disponibilisation des semences, la commune a reçu les quantités suivantes en 2005

- Pomme de terre : 20 tonnes
- haricots : 5 tonnes

Écoulement des productions

L'écoulement des productions et l'approvisionnement en produits de première nécessité se réalise à travers quatre marchés que sont le marché de Mwakiro, Rugabano et Gasenyi.

3.4. Personnel d'encadrement

A l'image des autres communes, la commune de Mwakiro dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

Il s'agit de :

- a. au niveau de chaque commune
 - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
 - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
 - 1 Forestier Communal, Technicien Forestier A2 ;
 - 1 Technicien de Génie Rural A2

- b. au niveau de zone
 - 1 Assistant Agricole A3 ; par colline
 - 1 Infirmer Vétérinaire A3 ; par colline

En plus de ces techniciens , les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAAE.

3.5. Contraintes

- a) cultures vivrières
 - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
 - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
 - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres)
 - pas de réponses adéquates de la recherche sur
 - menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
 - menaces sur les colocases et sur le bananier

b) cultures industrielles

- l'anthracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
- les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda
- conjoncture internationale des prix défavorable
- l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

3.6. Potentialités / Atouts en matière agricole

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- main d'œuvre abondante et laborieuse
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements

3.7. Actions à mener

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, farine de manioc, arachides)

3.8. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE IV. ELEVAGE

4.1. Système d'élevage

Dans la commune Mwakiro, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal, Montbéliard et la Frisonne.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel est le résultat d'une évolution lente mais irréversible du système extensif. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Les cadres et agents communaux ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des petits centres et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été les premières cibles.

4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005

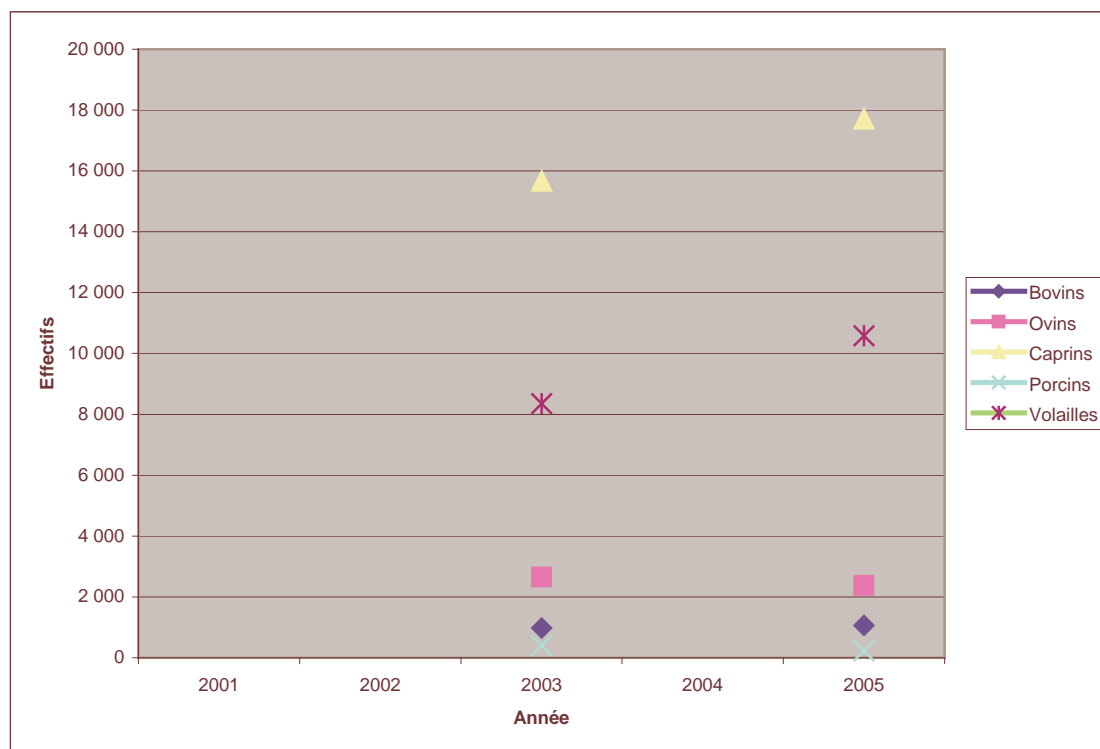
Année	Bovins	Ovins	caprins	porcins	volailles
1997					
2001	-	-	-	-	-
2002	-	-	-	-	-
2003	983	2.652	15.661	397	8.357
2004	1060	2382	17704	227	10585
2005					
Augmentation					
%					
Total province 2005	13144	12176	162324	4342	100057
Effectifs de la commune par rapport aux effectifs de la province %					
Classement de la commune dans la province					

Source : DPAE Muyinga

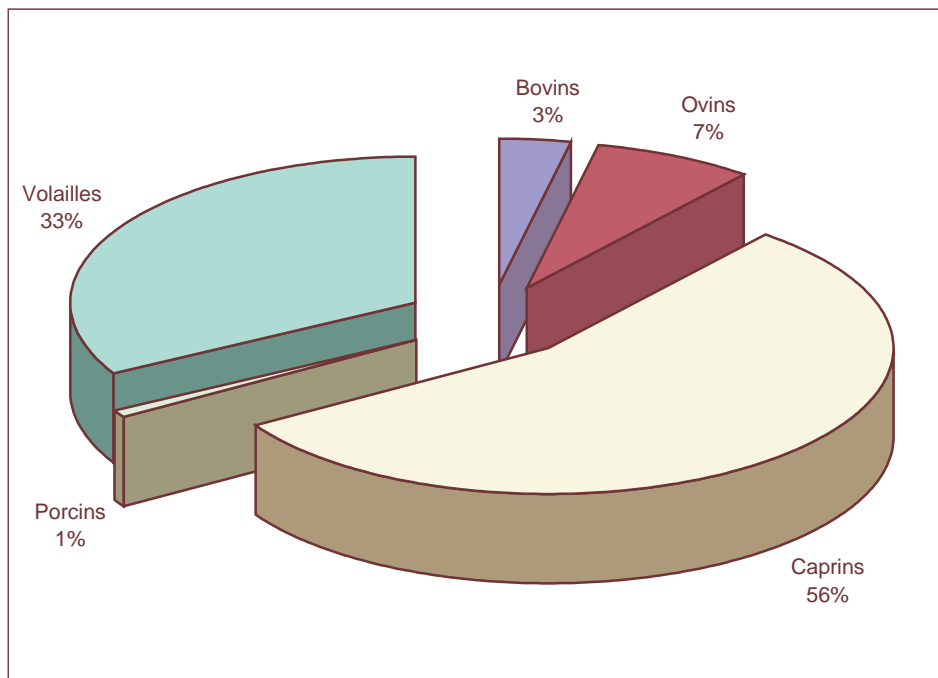
Commentaires avec le responsable provincial de l'élevage sur ces hausses des effectifs depuis 2001.

Problème d'enquêteur ou situation réelle à expliquer.

Graphique n° : Evolution des effectifs de 2001 à 2005



Graphique n° : Effectifs comparés entre espèces



4.3. Infrastructures zoo sanitaires

Infrastructures zoo-sanitaires

Commune	Type d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Statut	Disponibilité produits
Mwakiro	Dipping-tank	1	Mwakiro	M	Public	Interrompue
	Couloirs d'aspersion	4	Kianza	M	Public	Interrompue
			Mwakiro (2)	M	Public	Interrompue
			Gahemba	M	Public	Interrompue
	Pharmacie vétérinaire	1	Mwakiro	B	Privé	Régulière

4.4. Ecoulement des productions

Il n'y a pas de productions animales comme telle. Les productions du lait et des œufs sont trop faibles pour un élevage extensif.

Le conditionnement des peaux et du cuir n'est pas connu dans la commune.

La vente des animaux sur pied se fait sur le marché de Mwakiro.

En 2005, les services de la comptabilité communale nous renseigne qu'il y a eu 1462 bovins vendus, 1437 ovins et 7745 caprins.

Sur ce même marché se font les abattages . Les statistiques montrent qu'on y a abattu 109 bovins, 2108 caprins , 580 ovins et 372 porcins.

4.5. Amélioration génétique

Dans le cadre du programme de repeuplement du cheptel sur base du principe d'intégration agro sylvo pastorale , chaîne de solidarité communautaire 26 bovins dits améliorés et 47 porcins.

4.6. Bulletin vétérinaire

Les maladies les plus fréquentes sont la Téniasse pour les caprins et les ovins, la théileriose, la dermatose nodulaire, la diarrhée infectieuse et l'Ectyma contagieux.

Les statistiques de l'année 2005 donne le nombre de cas suivant :

Nom de la maladie	Bovins	Caprins	Ovins
Téniasse	-	652	412
Ectyma contagieux	-	220	-
Diarrhée infectieuse	22	302	117
Dermatose nodulaire	135	112	-
Théileriose	754	58	-
Fièvre aphteuse	17	-	-
Gales	-	180	66

4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur

Les contraintes

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Contraintes structurelles

- La pression démographique qui , liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production(animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est

plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.

- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

Contraintes conjoncturelles

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés(produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones
- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.

Les potentialités

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste) etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

Les perspectives

- ✓ La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoo-sanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermettes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.

4.8. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE

5.1. PECHE

Dans la province de Muyinga , l'activité de pêche n'est signalé que sur le lac Rweru en commune de Giteranyi. Dans la commune de Mwakiro, il n'y a donc pas ce genre d'activité.

Par contre la pisciculture est bien présente.

5.2. PISCICULTURE

5.2.1. Etat de la pisciculture dans la commune Mwakiro

Zone	Nbre d'étangs piscicoles		Superficie moyenne		Espèces élevées		Nbre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée par an (kg)
	2004	2005	2004	2005	2004	2005		
Mwakiro	10	10	3	3	Tilapia	Tilapia	1	120
Total commune	10	10	3	3	-	-	1	120

Source : DPAE Muyinga

Dans la commune de Mwakiro, les approvisionnements en alevins sont assurés par des privés, les besoins réels en alevins sont estimés à 6000.

Les modalités d'acquisition sont au comptant et le prix officiel et d'acquisition est estimé à 20 fr au cours de l'année 2005 .

Commentaires

- Les étangs existants ont été creusés et empoissonnés durant les années antérieures ;
- Les étangs ont étéensemencés avec des alevins fournis par des privés ayant des étangs fonctionnels dans d'autres communes ;
- Aucun intrant de pêche n'a été disponibilisé dans cette commune ;

5.2.2. Contraintes, potentialités, perspectives de développement

Contraintes

Dans la commune comme dans la province, les contraintes majeures qui ont été dégagé par les encadreurs sont les suivantes :

- un manque de facteurs de production tels que les alevins de bonne qualité disponibles sur place ; Cela fait que le prix par alevin augmente très sensiblement ;
- un manque d'encadrement et d'un suivi car en effet, depuis la crise de 1993, les bailleurs de fonds se sont retirés et l'encadrement et le suivi des agriculteurs en souffraient très sensiblement ;
- la pauvreté au niveau des agriculteurs : cela se manifeste par l manque du matériel de creusage des étangs et d'alevins de qualité ainsi que leur nourritures au régulier;
- l'absence des centres de formation en matière de gestion et conduite des étangs piscicoles ;
- les vols fréquents des poissons dans les étangs découragent aussi mes agriculteurs.

Potentialités

- Malgré qu'il y ait un manque considérable d'encadrement et de suivi dans la province de Muyinga, des personnes ressources existent, seulement, elles ne sont ni utilisées ni motivées. Une fois utilisées et motivées, elles pourront contribuer dans le suivi et l'encadrement des agriculteurs ; cela pourra conduire à l'amélioration de la production des poissons dans les étangs.
- l'existence des associations qui s'occupent de l'exploitation des étangs piscicoles peut rassurer tout intervenant dans le secteur : des personnes à Muyinga s'organisent autour des associations et arrivent à réaliser quelques productions qu'elles consomment ou qu'elles vendent sur le marché local.

Solutions envisagées

Les solutions envisagées pour dynamiser le secteur de la pisciculture :

- il faut d'abord motiver et utiliser les personnes ressources d'encadrement et de suivi ;
- assurer la formation des encadreurs en matière d'exploitation rationnelle des étangs piscicoles ;
- diversifier et disponibiliser les espèces à élever dans les étangs.
- Organiser et encourager les producteurs locaux d'alevins.

Souhait des pisciculteurs

- Un encadrement et un suivi ;
- Un soutien financier pour acheter le matériel creusage et de construction d'étangs et de pêche parce que celle-ci est à la main ;
- Ils souhaitent une formation pour mieux maîtriser les techniques piscicoles.

5.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE VI. FORETS

Toutes les communes de la province de Muyinga connaissent une période de sécheresse dramatique. Cette situation est, selon plusieurs experts, imputable à la dégradation des forêts et au déboisement accéléré auxquels la région a été confrontée pendant plusieurs décennies.

L'Agroforesterie est presque généralisée dans tous les champs et il est beaucoup plus développée que la foresterie.

Des efforts de production des plants sont réels. Dans la commune de Mwakiro, seulement 100.000 plants ont été produits et diffusés entre 2004 et 2005. Ce qui est trop faible comparé aux autres communes.

Dans la commune, on recense 139 ha de boisements artificiels dont 70 appartiennent à l'Etat.

La commune Mwakiro possède une forêt de 1800 ha dans la zone Kianza.

Les statistiques de 2005 sur les boisements artificiels donnent la situation suivante :

6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels

Inventaire des boisements naturels et artificiels

Communes	Superficies (ha)						
	Boisements naturels			Boisements artificiels			
	Etat	Particuliers	Total	Etat	Particuliers	Collectivités	Total
Mwakiro	1800	0	0	70	0	53	139
Total	1972	0	22	4584	61	303	5024
%							

Source : Service forestier Muyinga

Les 139 ha de boisements se répartissent dans la commune de la manière suivante :

Zone	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	propriétaire	Etat d'entretien
Kianza	Kianza	Eucalyptus	10	Etat	
	Gahekenya	Eucalyptus	5	Commune	
	Rurtyazo	Eucalyptus	10	Etat	
	Rutyazo	Eucalyptus	15	Commune	
	Bubaji	Eucalyptus	1	Commune	
	Mukungu	Eucalyptus	5	Commune	
	Bonero	Eucalyptus	5	Commune	
	Gasenyi	Eucalyptus	3	Commune	
Mwakiro	Kigajo	Callitris	1	privé	
	Mwakiro	Eucalyptus	3	Commune	
	Butobwe	Pinus	10	Etat	
	Karehe	Eucalyptus	2	Commune	
	Libwirwa	Eucalyptus	4	Commune	
	Bugonza	Eucalyptus	5	Commune	
	Kibande	Eucalyptus	2	Commune	
	Muyange	Pinus	10	Etat	
Kabande	Eucalyptus	2	Commune		

	Kagombe	Pinus	10	Etat	
Rugabano	Bukwanzal	Eucalyptus	2	Commune	
	Mukunguza	Eucalyptus	3	Commune	
	Rugabano	Eucalyptus	10	Etat	
	Kadende	Eucalyptus	2	Commune	
	Gisuna	Eucalyptus	2	Commune	
	Rukanya	Eucalyptus	3	Commune	
	Gahemba	Eucalyptus	4	Commune	
	Kavugangoma	Eucalyptus	10	Etat	

6.2. Productions forestières

Les grandes utilisations faites avec le bois sont principalement le bois de chauffe suivi par les perches et rondis utilisés dans la construction des maisons des populations rurales. Ces statistiques sont mal connues.

Les quelques rares données disponibles concernent : le charbon, les planches, les madriers, poteaux et perches que l'on commercialise officiellement produit dans la commune.

Les exploitations anarchiques des boisements font que la commune ne peut pas produire des poteaux.

Les grands consommateurs des perches sont les ONGs qui oeuvrent dans le domaine de la reconstruction.

Les statistiques n'ont pas été fournies.

6.3. Production des plants forestiers

Les efforts en matière de reboisement comparé à l'effort dans les autres communes de la province ont permis d'atteindre la situation telle que décrite dans les tableaux explicites suivants :

Commune	Période	Plants total produits	Plants produits (nbre)			
			Privé	Groupements	Etat	Projets ou ONGs
Mwakiro	2004	0	0	0	0	0
	2005	91000	0	0	0	91000
Total province	2004 et 2005	3579985	0	102500	0	2540255
%						

6.4. Répartition des unités de transformation du bois par commune et par zone

Commune	Localité (zone)	Scierie artisanale mobile	Menuiserie	Fabrication de charbon
Mwakiro	Mwakiro	4	2	-
	Kiyanza	5	1	-
	Rugabano	6	1	-
Total province		100	96	61
%				

Source : Service des Forêts Muyinga

6.5. Aires protégées : parcs nationaux, réserves naturelles

6.7. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Contraintes

Dans la province de Muyinga, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.
- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participent à la dégradation de l'environnement

Perspectives d'avenir

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Muyinga qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

6.8. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Mwakiro ne possède aucune industrie.

7.2. ARTISANAT

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économique. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur les facteurs terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventail d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Artisanat de production

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres-cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

Situation de l'artisanat de production

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

- Menuiseries : 17
- Briqueteries : 1
- Tuileries : 9
- Boulangeries : -
- Poteries : 3
- Forge : 8
- Savonnerie : 1
- Vannerie et tissage : 5

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, vannerie et tissage et poterie.

Artisanat de service

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Mwakiro, on rencontre les types suivants :

Couture : 13
Soudure : -
Atelier de réparation Electro mécanique : -
Coordonerie: 15

Boucherie: 3

Ces unités sont orientées vers la satisfaction des besoins fonctionnels. Les gros secteurs sont constitués par la couture, la réparation mécanique, la boucherie,

Artisanat d'art

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc...

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Mwakiro, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

7.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives de promotion du secteur artisanal

Contraintes liées au secteur de l'artisanat

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

Perspectives du secteur artisanal

7.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune.....

CHAPITRE XVIII. ENERGIE

8.1. Energie électrique

La commune Mwakiro n'est pas desservie en électricité. Il existe un projet visant à tirer le courant à partir de Karuzi.

A cause de l'absence de courant dans la commune de Mwakiro, les populations se sont accommodées à acheter des groupes électrogènes tandis que certains centres sont éclairés par plaques solaires.

La seule commune de Mwakiro compte 1 centre alimenté par plaques solaires et 5 groupes électrogènes.

8.2. Les énergies alternatives

(A compléter)

8.3. Les combustibles ligneux

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La dégradation du couvert végétal de la province est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;

- Interdiction de couper le bois vert.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

CHAPITRE IX. COMMERCE ET SERVICES

9.1. COMMERCE

Dans la commune de Mwakiro, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Le secteur commercial occupe une place importante dans la vie de la commune car il constitue la seule ressource financière des communes via les taxations diverses.

Les activités commerciales sont réalisées principalement à traversmarchés ruraux dans lesquels opèrent près de commerçants permanents et près de petits commerçants détaillants dans des boutiques, cabarets et stands / échoppes montés lors des jours de marchés .

Ces marchés procurent à la commune des taxes annuels évalués à Millions de Fbu.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers.

L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

9.1.1. Situation du secteur commercial

Effectifs des opérateurs dans le commerce formel et informel

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçus en 2005	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	restaurants	Cabarets	échoppes
Total commune							

Toutes les zones de la commune Mwakiro sont dotées de marchés ou centres de négoce. Au total, la commune compte marchés tous non aménagés.(**A vérifier !!!**)

Les centres de négoce de, et sont les plus dynamiques.

9.1.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes du commerce à Mwakiro sont liées :

- à l'inopérationalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles
- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

9.1.3. Partenaires et bailleurs de fonds

9.2. TOURISME ET HOTELLERIE

L'activité n'est pas développée dans la commune.

Cependant il existe un endroit à l'est de la commune où une colline à configuration de type cratère volcanique dégagerait des gaz mortels.

Faut-il songer à la sorcellerie ou à une opportunité touristique ???.

En tout cas , il paraîtrait que quiconque s'y est aventuré n'est jamais revenu.

Le secteur hôtelier est développé uniquement concentré à la province.

9.3. INSTITUTIONS FINANCIERES

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Mwakiro.

9.4. TRANSPORT

9.4.1. Situation

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises dans toutes les communes de la province Mwakiro sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres.

Les moyens de transport les plus usuels sont le transport par tête, par vélo et par automobile.

Le transport par tête et par vélo est plus courant dans cette province.

La communication par voie téléphonique existe même si elle n'est pas encore assez développée. Le réseau téléphonique fixe qui est géré par les services de la société ONATEL est fonctionnel dans la seule commune de Muyinga.

Le réseau téléphonique cellulaire est étendu dans beaucoup de coins des communes qui forment la province de Muyinga. Deux sociétés gèrent ce réseau à savoir Télécel Burundi et ONAMOB .

Dans la commune de Mwakiro, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie.

Très peu de personnes disposent d'un téléphone mobile.

Le réseau routier de la commune Mwakiro est en général en état.

La commune de Mwakiro est désenclavée par des routes et pistes rurales d'une longueur de km dont piste compactée et latéritiques et autres en terre non latéritiques et non compactée.

9.4.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives du secteur routier

L'entretien et la remis en état des routes nationales et routes provinciales sont du ressort des autorités nationales.

Ici l'intérêt porte sur les pistes rurales qui relèvent des autorité »s communales et provinciales.

Contraintes

La situation actuelle du réseau des pistes rurales montre qu'il a été fort affecté par la crise déclenchée en 1993. Cette dernière a entraîné :

- un arrêt des projets qui avaient dans leur plan d'action un volet d'aménagement et d'entretien des pistes rurales ;
- des déplacements des populations suite à l'insécurité et par conséquent l'impossibilité de les mobiliser pour des travaux d'entretien des pistes rurales ;

- une baisse des productions des cultures industrielles enregistrées et par conséquent celle des recettes qui n'a plus permis de dégager des ressources nécessaires pour assurer l'entretien des pistes.

A côté des difficultés induites par la crise et qui sont donc conjoncturelles, le secteur des pistes rurales connaît beaucoup de contraintes structurelles. Il s'agit notamment de :

- l'absence de structures communautaires chargées d'entretien et de maintenir en bon état les réseaux communaux des pistes rurales ;
- la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers alloués au ministère de tutelle des pistes rurales en vue de la mise en œuvre des politiques et des programmes de désenclavement et de réhabilitation des pistes rurales ;
- une faible participation des communautés locales dans l'identification, l'exécution des ouvrages de désenclavement.

Atouts/ Potentialités

La commune Giteranyi possède un potentiel important pour réhabiliter son réseau de pistes rurales et en aménager d'autres. On pourrait relever notamment :

- une main d'œuvre abondante en milieu rurale pouvant être impliquée dans des travaux en système HIMO ;
- une disponibilité des matériaux locaux pouvant être utilisés pour la réhabilitation et l'aménagement du réseau (sable, gravier, moellon, latérite).
- une topographie favorable

Perspectives

Les perspectives envisagées visent le désenclavement des communes afin de faciliter les échanges intercommunaux et l'encadrement de la population pour son auto-développement. Elles sont axées sur :

- la réhabilitation des pistes et ponts ruraux détruits durant la crise ;
- la mise en place dans toutes les communes des structures communautaires chargées de la maintenance et de l'entretien des divers ouvrages (régies communautaires des pistes rurales) ;
- l'aménagement de nouvelles pistes de manière à desservir tous les centres présentant des potentialités de développement ainsi que les centres sociaux et administratifs (communes, zones, écoles centre santé) ;
- l'élaboration d'un Plan Directeur provincial de désenclavement des communes;

9.5. COMMUNICATION

Il n'y a ni bureau de poste , fax, ni phonie à Mwakiro. Le téléphone cellulaire est fonctionnel à certains endroits.

Deux sociétés de télécommunication opèrent dans la commune à savoir ONAMOB et Télécél.

CHAPITRE X. MINES, MINERAIS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Il n'y a pas de minerais signalés dans la commune.

Néanmoins, la commune Mwakiro possède :

- 44 sites d'exploitation de la diorite,
- 42 sites d'exploitation du sable,
- 33 sites où on trouve des quartzites,
- 46 sites d'exploitation du sable et
- 8 sites d'exploitation des granites.

CHAPITRE XI. SANTE

11.1. Données épidémiologiques

Centres de santé	Nbre de cas par mois				
	Paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections respiratoires	Dysenterie bacillaire	Malnutrition
CDS Mwakiro	445	30	39	-	22
CDS Rugabano					
CDS Kiyanza	306	63	63	11	22
Total					

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de personnes pour une seule commune.

Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

La malnutrition suit avec des effectifs de pouvant atteindre les dans la zone

Les infections respiratoires et les maladies diarrhéiques représentent respectivement plus de cas.

Les pouvoirs publics sont parvenus à maîtriser les coûts si bien que la cure des maladies diarrhéiques et de la dysenterie bacillaire coûte 50 Fbu si ces médicaments ne sont distribués gratuitement.

11.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

11.3. Données sur le SIDA

Prise en charge des PVVS

Centre de santé	Nombre de PVVS en charge médicalement	Nombre de bénéficiaires des visites à domicile	Nombre de visites à domicile effectuées	Nombre de préservatifs distribués
Kiyanza	4	4	5	
Mwakiro	5	5		
Total				

11.4. Médecine traditionnelle

La médecine moderne est épaulée par 21 tradithérapeutes reconnus et 17 accoucheuses traditionnelles dont 16 formées avec kit .

11.5. Situation des infrastructures sanitaires

Structure de santé	Statut	Année de construction	Nature des matériaux de construction	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité	Equipement standard	Bâtiments
CDS Mwakiro	GA	1990	durable	Bon	oui	Non	Complet	complet
CDS Rugabano	GA	1999	Semi durable	Bon	non	Non	complet	incomplet
CDS Kiyanza	GA	1993	durable	Bon	oui	Non	complet	complet
Total	3 CDS							

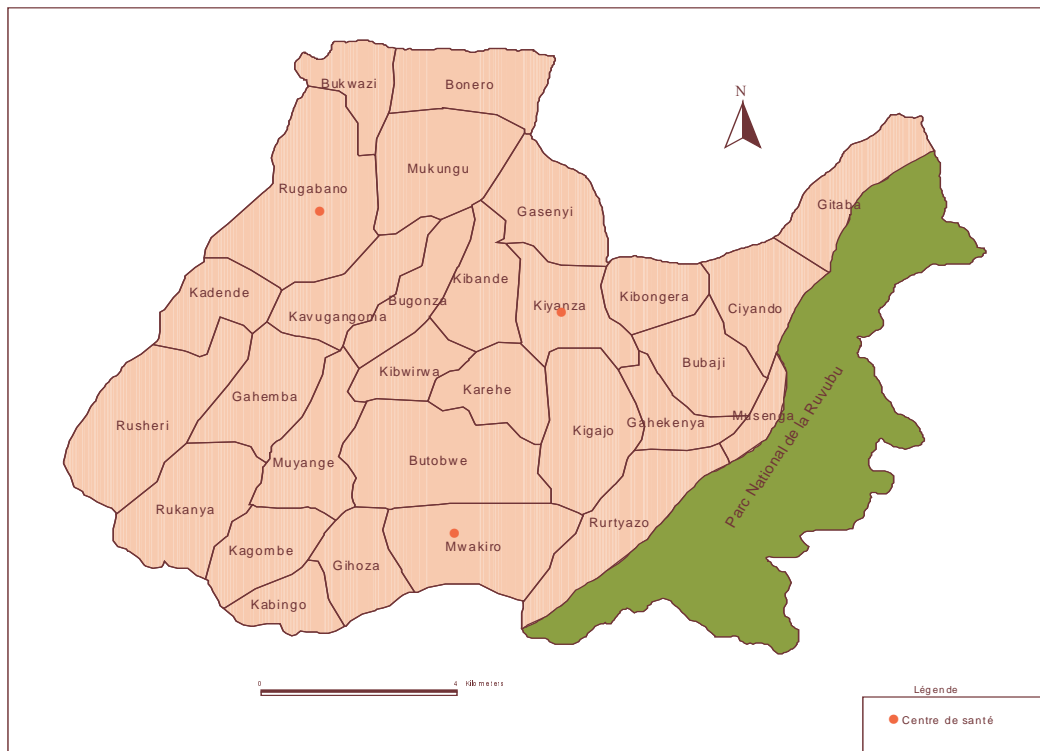
La commune Mwakiro compte comme infrastructures sanitaires 3 centres de santé répartis dans les zones.

Tous les centres de santé sont en bon état car construits avec des matériaux durables. Tous les 3CDS n'ont pas accès à l'électricité . Le CDS Rugabano n' a pas accès à l'eau.

Tous les centres de santé sont complets en équipements et en bâtiments sauf celui de Rugabano où les bâtiments nécessitent des extensions.

L'approvisionnement en médicaments est assurée par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

Carte n° : Implantation des structures sanitaires



11.6. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé

CDS	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
CDS Mwakiro	7	989	17	6
CDS Rugabano	10	37	5	10
CDS Kiyanza	14	424	5	13
Total		1447	27	29

Les CDS de la commune totalisent 29 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 27 patients par mois.

En conséquence, la conclusion est que ces centres ne sont débordés par les besoins en hospitalisation étant donné que le nombre de patients par mois est sensiblement égal au nombre de lits disponibles.

L'exception est faite à certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 29 lits d'hospitalisation pour 44925 habitants, soit 1 lit pour 1550 habitants.

11.7. Equipements en laboratoires

..... centres de santé sont équipés pour les analyses de sang (gouttes épaisses), selles et crachat tandis que les restants ne sont équipés que pour faire uniquement la goutte épaisse et l'examen des selles

11.8. Personnel soignant

... A3, ... A2, ... gestionnaires des services, TPS, aides infirmiers formés et aides infirmiers non formés.

11.9. Contraintes

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;
- Manque des médicaments.

11.10. Stratégies / actions à mener

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

11.11. Partenaires et bailleurs de fonds

11.12. APPROVISIONNEMENT EN EAU

11.12.1. Situation de desserte en eau potable

Dans la province de Muyinga, selon les résultats de l'enquête réalisée, l'alimentation en eau potable en milieu rural se présentait comme suit :

Commune	Sup.	Nbre total de ménages	Nombre de points d'eau									Nbre total de points d'eau					
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
Mwakiro	159.52	39245	94	73	50	24	5	8	-	-	12	393	78	471	99.8	83	1.2
Total																	

Ce tableau montre que la commune de Mwakiro quoique affectée par le manque d'eau potable se trouve être la moins éprouvée dans la province.

En effet, la commune Mwakiro dispose de 471 Points d'eau dont 393 sont fonctionnels.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Mwakiro on recense 1.2 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est excellents car au delà des normes.

Le problème réside dans la pression exercée sur ces points d'eau car le nombre de ménages par point d'eau (ici 99) dépasse de trois fois les normes requis.

Toutes ces infrastructures s'avèrent donc insuffisantes pour desservir une population totale de 44 925 habitants.

11.12.2. Contraintes

- La sécheresse qui provoque le tarissement des sources d'eau
- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune, absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

11.12.3. Actions à mener

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune
- Former les usagers à la responsabilité des infrastructures construites ou réhabilitées

11.12.4. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE XII. HABITAT

12.1. Généralités

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait le doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, au niveau national, plus de 120.000 maisons ont été détruites et certaines populations (environ 10 %) ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays (environ 6 %) et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Dans la province de Muyinga, les destructions de l'habitat rural consécutives à la crise ont été très importantes. Environ 9.049 maisons ont été détruites dont 988 dans la commune de Mwakiro.

Actuellement l'habitat en province de Muyinga ne répond pas tout à fait aux normes requises pour un habitat décent qui comprend des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes par la tôle ou de la tuile. C'est également une habitation bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres,

Dans la province de Muyinga, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

12.2. Caractérisation de l'habitat rural

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé aux chef-lieux des Zones qui peuvent être considérées comme rurales.

L'habitat rural dans toutes les communes de la province de Muyinga est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée ;
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume ;
- Le pavement est en ciment ou en terre battue.

Les proportions de chaque catégorie sont reprises dans le tableau ci-après.

Les ménages vivant dans des « villages groupés » représente une infime partie par rapport à l'habitat dispersé (moins de 10 %).

Les habitations groupées se rencontrent dans les petites agglomérations et

L'habitat groupé est généralement amélioré par rapport à l'habitat dispersé.

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef de province de Muyinga, les murs des maisons sont essentiellement en pisé (51 %), 45 % sont en briques adobes tandis que seulement 4 % sont en briques cuites.

En ce qui concerne l'habitat dispersé, les chiffres montrent que 29 % des maisons sont en briques adobes, 70 % en pisé et seulement 1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes : La couverture avec les tôles est prédominante (55 %) suivi par les maisons couvertes par des chaumes (26 %). La part des maisons couvertes par des tuiles est très faible (19 %).

L'habitat dispersé présente des proportions suivantes : 62 % des maisons sont en chaume, 30 % en tôles et 8 % de tuiles.

Concernant le pavement pour l'habitat groupé, 826 maisons sont pavées en ciment (21 %), 2.939 maisons en terre battue (35 %) et 171 maisons en carreaux (4 %).

Quant au pavement pour l'habitat dispersé, 205 maisons sont en ciment (0,6 %), 34.704 maisons en terre battue (99 %) et 110 maisons en carreaux (0,4 %).

La commodité des maisons laisse à désirer . En effet, on recense dans la commune plus de maisons sans toilette alors que seulement maisons sont pourvues de toilettes intérieures (y compris les petites agglomérations de,et).

12.3. L'habitat urbain

Au niveau des petits centres urbains ci – haut cités, les maisons sont généralement construites en matériaux semi-durables préfabriqués localement (briques et tuiles en argile cuite) ou en matériaux définitifs importés (ciment, fer à béton et tôle galvanisé). Toutefois, on y rencontre aussi dans les centres urbains et semi-urbains des maisons en matériaux provisoires de type habitat rural aux abords de ces agglomérations habitées par les catégories sociales les plus pauvres.

La rareté des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de tuile fabriquée localement est remarquable sur ce centre semi- urbain.

De même, les murs en pisé qui représentent plus de 70 % en milieu rural sont rares en ville. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

12.4. Incidences de la crise sur l'habitat

Tableau 8.4. : Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Commune	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons encore non reconstruites	Demandeurs
Buhinyuza	3.085	538	-	-
Butihinda	849	268	-	-
Gashoho	378	214	-	-
Gasorwe	642	245	-	-
Giteranyi	2.787	3.602	-	-
Muyiga	320	160	-	-
Mwakiro	988	784	-	-
Total	9.049	6.811	2.238	-

Source : Administration locale

Sur 988 maisons détruites dans la commune, 784 (soit 80 %) ont pu être reconstruites avec des efforts particuliers.

12.5. Disponibilité des matériaux locaux de construction

12.6. Contraintes, potentialités et perspectives.

Contraintes

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées aux :

- manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit ;
- absence d'un programme concret de production, afin de rendre disponible les matériaux de construction à 'échelle nationale ;
- faible niveau d'implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l'Etat avec l'appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux investissent dans la mise en place d'unités de production artisanale des matériaux locaux de construction ;
- absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

Potentialités

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l'amélioration de l'habitat rural sont nombreuses. Il s'agit notamment :

- de l'existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles)
- de l'existence d'artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d'appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la production à contribuer à la reconstruction de l'habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise.

Perspectives

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la production, à l'aide de moyen et outils appropriés, pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l'encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d'une assistance technique aux auto-constructeurs en général et aux sinistrés en particulier ;
- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tout en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

12.7. Partenaires

- Le Gouvernement par l'intermédiaire des Ministères concernés dont :
 - Le Ministère du Développement Communal : pour la promotion des matériaux locaux de construction ;
 - Le Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des rapatriés : pour le plaidoyer et la coordination de l'assistance aux sinistrés ;
- la Banque Mondiale : finance la réhabilitation des fours-tunnels ainsi que le reboisement et à leurs alentours à travers le Crédit de Relance Economique (CRE)
- La Belgique finance le Projet Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction en provinces de Bubanza et Cibitoke. Elle finance également la construction de nouveau fours-tunnels dans le cadre de Fonds Belgo-Burundais de Réemploi.
- Le PNUD via le Projet PDCLCP et le HCR : ont financé la construction de fours-tunnels, en appui à la production des matériaux de couverture.
- Le Luxembourg a financé la construction d'une vingtaine de fours-tunnels. La Coopération avec ce pays est à l'arrêt.
- La France a financé un Projet d'amélioration de l'habitat e province de Ruyigi et Cankuzo, clôturé en 2002.
- L'Italie a financé à travers l'ONG CISV la construction de fours améliorés et le Centre de Formation Artisanale de Gitega.
- Des ONGs et certains pays partenaires du Burundi donnent des aides en nature pour la reconstruction de l'habitat.

CHAPITRE XIII. EDUCATION

13.1. Généralités

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

13.2. Enseignement préscolaire

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;

- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

La situation des centres préscolaires de Mwakiro se présente comme suit (2005-2006)

Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaires	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Kiyanza	1	91		2
Mwakiro	1	78		2
Total commune	2	169		4

13.3. Enseignement primaire

L'enseignement primaire est assuré dans 13 écoles primaires dont 10 écoles à cycle complet. Le taux de scolarisation est estimé à % dans la commune.

L'insuffisance ou le manque de matériel didactique reste un handicap pour l'enseignement dans le milieu rural.

La commune souffre particulièrement du problème de surcharge des classes. L'effectif total des élèves en 2005 – 2006 s'élève à 4804 dont 2257 filles, soit 46.9 %. L'effectif des enseignants est de 65 donnant des rations suivants : 53 élèves par classe et 74 élèves par enseignant (cfr tableau n°).

Les rations élève par salle montrent des disparités fortes au niveau de la commune. Ainsi la zone de Mwakiro semble privilégiée avec 41 élèves par classe alors que la zone Kiyanza affiche un ratio de 84 élèves par salle.

Les rations élève par enseignant sont aussi déséquilibrés entre les zones avec des rations variant entre 57 et 89 élèves par enseignant .

Notons que ces taux sont élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant.

Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Etablissements Zones	Primaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Rations	
	Total	CC		G	F	T	F	G	Elèves/Salle	Elèves/Ens
Kiyanza	4	3	21	963	817	1780	20		84	89
Mwakiro	5	4	36	901	603	1504	26		41	57

Rugabano	4	3	33	683	837	1520	19		46	80
Total commune	13	10	90	2547	2257	4804	65		53	74

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Muyinga
CC : Cycle Complet

13.4. Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire est dispensé dans 2 collèges communaux qui totalisent 444 élèves..

Les ratios élève par salle et élève par enseignant sont respectivement de 29 et 37.

Le ratio élève par classe comme le ratio élève par enseignant sont conformes aux normes.

Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Ratios	
	Total	CC		G	F	T	F	G	Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Mwakiro	1	1	11	176	93	269	7		24	38
Rugabano	1	1	4	131	44	175	5		43	35
Total commune	2	2	15	307	137	444	12		29	37

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Muyinga
CC : Cycle complet Ens : Enseignant

13.5. Ecoles techniques professionnelles

Il n y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

13.6. Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Mwakiro	12	15	27	6	1	7
Kiyanza	16	6	22	5	0	5
Rugabano	12	8	20	0	0	0
Total commune	40	29	69	11	1	12

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Muyinga

13.7. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

Les écoles Yagamukama

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

Nombre et capacités d'accueil des écoles Yaga Mukama (A/S 2003-2004) dans la commune de Mwakiro

Etablissements Zones	Yaga Mukama								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Rations	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Total commune	5		18	67	99	166	10	6.5	16.6

Les centres d'alphabétisation

La province Muyinga compte 24 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

Il n y a pas de centres d'alphabétisation dans la commune Mwakiro

Enseignement des métiers

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

On dénombre 9 écoles des métiers fonctionnelles réparties dans toute la province avec 326 apprenants et 28 formateurs.

La commune Mwakiro n' a pas d'écoles des métiers.

Actuellement, le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture assure la coordination de ses structures.

13.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Contraintes

Dans la commune Mwakiro, le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière. Plusieurs facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

En effet, les ratios élève par classe comme élèves par enseignants sont deux, parfois trois fois supérieurs aux normes.

Le taux de scolarisation estimé à est un des plus élevés du pays (moyenne nationale). Il est justifié par le manque d 'infrastructures suffisantes comme par la pauvreté des ménages suite à la famine ou aussi l'ignorance des parents qui , considérant l'enfant comme une main d'œuvre, refusent de les scolariser.

Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles sont de moins en moins frappantes (au primaire les filles représentent % des effectifs alors qu'au secondaire, il est de %).

La famine force bon nombre d'élèves à abandonner précocement l'école.

Perspectives

L'amélioration du système scolaire en province Muyinga comme dans la commune de Mwakiro, passera par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira la longue distance qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tut simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées.

Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

13.9. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORT

14.1. Généralités

Les besoins de la jeunesse sont multiples et leur satisfaction exige des moyens énormes qui ne peuvent être à la portée des seuls pouvoirs publics.

En effet, l'un des problèmes majeurs posés à tous les niveaux national, provincial et communal est celui de l'encadrement de la Jeunesse par un suivi adéquat pour que le pays puisse assurer un avenir sûr à tous.

La seule voie est l'instruction mais malheureusement, suite à des contraintes multiples, le pays ne peut pas instruire tout le monde malgré toute la volonté politique d' « éducation pour tous d'ici 2015 ».

La conséquence de ces déscolarisés n'est autre que le retour à l'oisiveté, la tentation à l'exode rural et à la marginalisation dans les agglomérations urbaines.

La situation de guerre renforce ce problème, dans la mesure où beaucoup de jeunes ont été enrôlés, aussi bien dans l'armée régulière que dans la rébellion, et avec la fin de la guerre, ces jeunes doivent être insérés dans la société en général et dans le circuit de production en particulier.

La grande question qui se pose alors est de savoir comment permettre à ces jeunes d'accéder à l'emploi, quand on sait que le secteur primaire occupe 93,1% de la main d'œuvre.

Les secteurs Jeunesse et Sport sont très peu développés en dehors des efforts qui ne sont consentis qu'au niveau de la province où les activités d'encadrement se limitent aux activités sportives classiques telles que le football mais souffrent d'un manque d'innovation et d'encadrement substantiel.

14.2. Encadrement des jeunes

Dans les communes de Muyinga, on rencontre des associations sportives et culturelles, des associations d'entraide, des associations d'auto promotion, des associations de lutte contre la pauvreté, celles contre le SIDA, des associations à caractère religieux, etc.

Le tableau ci-après montre la situation des associations des jeunes tournées vers le sport, culture et les activités de production par commune

Communes	Types d'associations	Nbre d'associations	Nbre de jeunes encadrés		
			H	F	Total
Buhinyuza	Production autopromotion	55	957	103	1060
	Sportives et culturelles	13			
Butihinda	Production autopromotion	38	858	711	1569
	Sportives et culturelles	15			
Gashoho	Production autopromotion	124	1080	798	1878
	Sportives et culturelles	14			
Gasorwe	Production autopromotion	32	525	327	852
	Sportives et culturelles	9			
Giteranyi	Production autopromotion	46	1098	772	1870
	Sportives et culturelles	16			
Muyinga	Production autopromotion	274	3580	2359	5939
	Sportives et culturelles	29			
Mwakiro	Production autopromotion	28	642	376	1028
	Sportives et culturelles	14			
Total		707	8740 (61%)	5446 (39%)	14186

Source : Administration à la base, communes de la province Muyinga

De multiples associations s'intéressent un peu partout dans le pays aux questions de l'heure à savoir les droits de l'homme, le SIDA, les droits de l'enfant etc...

Ce type d'encadrement n'existe pas dans le commune Mwakiro.

14.3. SPORT

14.3.1. Généralités

Le sport est un important facteur d'encadrement de la population en général et de la jeunesse en particulier mais aussi un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable.

Les activités sportives recensées dans la commune sont tournées principalement vers le football où l'aménagement des terrains ne pose pas beaucoup de problèmes. On ne signale pas de volonté de développer les autres sports comme l'athlétisme, le volley ball ou la basket si populaires ailleurs.

On signale dans la commune l'existence de terrains de foot et de volley ball.

Le sexe féminin est généralement timide en matière de sports (milieu rural), mais en milieu urbain et dans les établissements scolaires tant primaires que secondaires, le sport est aussi bien pratiqué par les filles que les garçons, les filles s'adonnant plus des courses et gymnastiques dans le cadre de l'amateurisme ou dans le cadre des programmes scolaires.

14.3.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

Aussi, il faut signaler l'inexpérience des organisations de jeunesse à l'exception des organisations d'obédience religieuse telles que le Mouvement CHIRO, XAVERI, SCOUTS, etc.

Les autres contraintes sont liées :

- au manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque ou insuffisance de la coordination des interventions des différents acteurs dans le secteur de la jeunesse.

Bref, dans le secteur de la jeunesse, ce qui est certain est que les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, au retour à la paix, à la réconciliation et à leur auto prise en charge. Le Gouvernement du Burundi avec les partenaires devraient renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus, par les activités sportives et surtout renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes. Il faut des formations à l'endroit des jeunes à l'entrepreneuriat. Aussi, une mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes s'avère une nécessité.

Les contraintes sont liées beaucoup plus au niveau institutionnel.

Il n'existe pas une structure d'encadrement bien tracée :

- Insuffisance d'infrastructures
- Insuffisance de capacités organisationnelles.
- Le système de gestion des infrastructures est lacunaire
- Le sport n'est pas une priorité,
- Le Budget alloué au sport reste dérisoire
- L'activité sportive est exigeante (équipement, technicité)
- L'insuffisance au niveau de l'encadrement des jeunes et des athlètes évoluant au niveau des communes.
- L'insuffisance de l'implication des collectivités locales (administration, population) dans l'aménagement des infrastructures sportives à leur portée.

Perspectives.

- ❖ Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives au niveau des provinces et communes.
- ❖ Exécuter des projets de mise en place de nouvelles infrastructures sportives au niveau national pour permettre l'épanouissement des talents identifiés au niveau provincial et communal
- ❖ Concevoir et exécuter des programmes de re dynamisation du sport en milieu scolaire : fourniture d'équipements sportifs aux écoles, organisation de compétitions interscolaires, etc.
- ❖ Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion des infrastructures au bénéfice des personnes et structures décentralisées qui s'intéresse au sport.
- ❖ Aider les fédérations nationales sportives pour la formation des cadres techniques (cadres d'administration, entraîneurs, arbitres) et de faciliter l'organisation et la participation aux compétitions provinciales, nationales et internationales.
- ❖ Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel ; en favorisant la création des clubs.

14.4. PATRIMOINE CULTUREL

14.4.1. Généralités

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Le patrimoine culturel immobilisé au Burundi est assez riche et varié. Mais il n'a jamais fait l'objet d'un inventaire systématique.

Sur le plan culturel, le Burundi est surtout connu à travers le monde par ses célèbres tambours. Le folklore burundais est très varié avec des spécificités régionales assez marquées telles la danse Intore en province de Kirundo, les Danses Agasimbo et Umuyebe en province Makamba, la danse Umutsibo dans la région de Buyogoma, les danses Ihuruma et Ubudemera dans la région de Kumoso, Urwedengwe en province de Ngozi, etc.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la province renferme les arts, les spectacles, les musées, les sites historiques et les monuments.

Dans la province de Muyinga, le patrimoine culturel, le peu qui est identifié, est concentré au chef-lieu de la province où nous n'avons qu'une salle de cinéma, deux bibliothèques et centre de lecture et d'animation culturelle (voir tableau ci-après).

Les monuments et sites historiques.

La province de Muyinga n'est pas riche en monuments et sites historiques. Il existe quelques ouvrages symbolisant l'indépendance du Burundi avec statue du Prince Rwagasore et un autre ouvrage symbolisant l'unité nationale au chef lieu de la province Muyinga.

Les autres monuments sont les Eglises, les Mosquées et temples pour croyances diverses notamment celle de Kiranga et Nangayivuza mais qui tendent à disparaître progressivement.

Un seul site mais très mal connu est le rocher situé au nord est de la province à Kinanira où le Mwami du Burundi et celui du Rwanda se seraient rencontrés et passés un bon moment à jouer le « Rubuguzo ».

Musées.

La province de Muyinga ne dispose pas de musées. Le Burundi dispose de deux musées :

i) Musée national de Gitega de type classique, ainsi que le ii) Musée vivant de Bujumbura qui est à la fois un Musée de type classique et un Musée véritablement vivant notamment avec son parc animalisé.

Les espaces culturels, les Centres de Lecture et d'Animation Culturel (CLAC).

Les CLAC sont sous la convention de la coopération française et sont équipés d'un poste téléviseur, d'un vidéocassette, d'un magnétophone, de livres et des jeux de sociétés, les activités qui se font dans ces centres ont comme objectif de promouvoir la culture en milieu rural.

Le seul espace culturel qui existait à Muyinga en 1993 a été dépourvu de tous ses livres et équipement pendant la crise. C'est la coordination des centres d'enseignement des métiers qui en assurait la gestion.

D'autres centres qui auront la même mission ne sont pas encore équipés. Il s'agit des centres de Jeunes initiés par le Comité Provincial de lutte contre le Sida avec l'appui financier de l'UNICEF.

On enregistre aussi 7 centres de jeux et animation , 1 salle de cinéma et 2 bibliothèques.

Dans la commune de Mwakiro, on ne signale aucun patrimoine culturel digne d'être soulevé.

14.4.2. Les principales caractéristiques du patrimoine culturel de la province de Muyinga

14.4.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

14.4.4. Les Partenaires

CHAPITRE XV : COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT

15.1. Coopérative

L'action coopérative à Mwakiro est matérialisée par l'existence d'une COOPEC à la commune . Elle regroupe 455 coopérateurs.

Il y avait une aute coopérative dénommée KOMARO qui n'est plus fonctionnelle. Elle regroupait 586 membres.

15.2. Associations

Concernant les associations , il est signalé qu' à partir de l'année 1994, avec la crise qu'a connu le Burundi en général et la Province de Muyinga en particulier , un nouveau phénomène d'affluence de plusieurs certaines de nouvelles petites associations s'est manifestée. Cela était dicté par les discours des hommes politiques qui n'avaient rien à offrir à la population frappée par la crise que lui demander de se regrouper en associations pour avoir accès aux aides et financements. La population a répondu massivement à cet appel, mais la majorité de ces associations n'existent que par le nom parce qu'elles n'avaient ni capital social ni fonds de roulement et sans textes légaux les régissant.

Comme la plus part sont à caractère agricole, elles n'ont pas de propriété propre et se contenter de louer mais la production est restée quasi-insignifiante à cause de la sécheresse répétitive qui frappe la région.

En 2005, la commune Mwakiro compte un effectif de 23 associations fonctionnelles dont 20 axées sur l'agropastoral et 3 sur l'artisanat.

Signalons qu'au niveau provincial on en compte au total 185.

15.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;
- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

Les potentialités

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto-promotion ;

- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

Actions à mener

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- exonérer les taxes et les impôts sur les associations ;
- élaborer et adopter une nouvelle politique et les textes réglementaires des coopératives et associations ;
- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- constituer une banque de données sur les coopératives et associations de la province par commune ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- éclairer le cadre juridique des coopecs ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.

15.4. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE XVI : JUSTICE

16.1. Infrastructures

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

16.2. Equipements

Le tribunal de résidence de Mwakiro manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

16.3. Performances du secteur

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils et pénaux	94	133	136	0	154	1	2	79	231

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés sont assez bonnes. En effet, sur les 227 dossiers enregistrés et restant au début de l'année de référence , 136 ont été jugés et clôturés, soit 60 %.

Sur les 136 jugés et clôturés, plus de 230 dossiers n'ont pas été exécutés. Les performances à ce niveau sont médiocres.

16.4. Personnel

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d'1 Juge président, de 6 juges, de 4 greffiers et de 2 assesseurs.

16.5. Justice gracieuse

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 218 notables dont 89 dans la zone Mwakiro, 67 dans la zone Rugabano et 62 dans la zone Kianza.

Notables

Commune	Zone	Nbre de notables	Total commune
Mwakiro	Mwakiro	89	
	Rugabano	67	
	Kianza	62	218
Total			

16.6. Contraintes et perspectives

Contraintes

Au niveau du tribunal de résidence de Mwakiro, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

Potentialités

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

Perspectives

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

16.7. Partenaires et bailleurs de fonds

CHAPITRE XVII. ACTION SOCIALE

Dans notre pays en général et en particulier dans la commune de Mwakiro, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir : les enfants orphelins du Sida, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de la guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Mwakiro voici les statistiques des différents groupes :

17.1. Situation de l'enfant en difficultés dans la commune Mwakiro

Commune	Nombre d'enfants sinistrés de guerre		Nombre d'enfants dans la rue	Enfants orphelins de père et de mère			Enfants chefs de ménage	Enfants indigents	Enfants soldats
	Dans les camps	Dans les collines		De guerre	Du Sida	Naturel			
Mwakiro	109	506	0	724	127	605	97	1455	106
Total province	784	75940	212	6540	813	4753	296	3287	336

17.2. Situation des victimes de violences dans la commune Mwakiro

Communes	Nombre de viols recensés					Nombre de viols prises en charge				
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes
Mwakiro	11	12	14	0	0	0	1	0	0	0
Total province	253	136	154	0	0	20	10	10	0	0

17.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents dans la commune Mwakiro (2004-2005)

Commune	NVE		NMC	NI	
	H	F		H	F
Mwakiro	98	126	752	1024	3829
Total province	1394	2632	11664	31912	68616

NVE : Nombre de veufs/veuves éducateurs(trices), NI : Nombre d'indigents, NMC : Nombre de mères célibataires

17.4. Situation des handicapés dans la commune Mwakiro

Commune	Hommes		Femmes		Garçons		Filles		Total	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Mwakiro	1	0	0	0	1	1	0	0	2	1
Total province	50	38	20	17	40	45	30	35	140	133

17.5. Cas des personnes âgées en difficulté de suivie

Le problème d'abandon des personnes âgées indigentes prend une allure inquiétante qui mérite une attention particulière.

Les objectifs pour cette catégorie de cas sociaux seraient de :

- promouvoir la prise en charge familiale ou communautaire par la sensibilisation,

- Etudier les possibilités d'assurance et de pension de vieillesse pour les urbains et les salariés.

17.6. Réintégration

17.6.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes (à savoir toutes les personnes déplacées, regroupées sur sites, dispersées et rapatriées) constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

17.6.2. Situation de la population dans et hors sites et sa structure par sexe et par âge en 2004 et 2005

Sites	Ménages dans le site	Population dans le site												
		0-3 ans		4-9 ans		10-19ans		20-34ans		35 et plus		Total population		
		M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	T
1. Kianza	15	5	8	7	11	4	10	6	13	9	14	31	56	87
2. Rugabano	18	2	6	4	11	7	8	5	5	4	9	22	39	61
Total : 15 sites	2711	1081	1179	976	1140	1086	1335	1180	1357	880	1614	5203	6625	11828

Source: Enquête auprès des sites

Sites	Rapatriés sur sites (Ménages)	Rapatriés hors sites (Ménages)	Dispersés (Population)
1. Kianza	0	156	0
2. Rugabano	0	126	0
Total : 15 sites	358	6154	6990

17.6.3. Partenaires et bailleurs de fonds

ANNEXE

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE MUYINGA Muyinga, le 3 Août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le troisième jour du mois d'Août 2006, se sont réunis autour de Monsieur NIVYABANDI Martin, Conseiller Economique, représentant le Gouverneur de la province de Muyinga qui est en mission, tous les responsables sectoriels provinciaux dont liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Muyinga et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Buhinyuza
2. La monographie de la commune de Butihinda
3. La monographie de la commune de Gashoho
4. La monographie de la commune de Gasorwe
5. La monographie de la commune de Giteranyi
6. La monographie de la commune de Muyinga
7. La monographie de la commune de Mwakiro
8. La monographie de la province de Muyinga

Fait à Muyinga, le 3 Août 2006

L'Antenne provincial
du Plan à Muyinga
NAILAYO Frédéric



L'Expert représentant
le SPPL

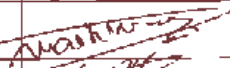





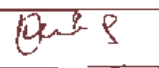
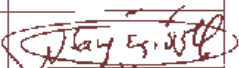












NJINGINYA Pie



Pour le
Province de Muyinga
NIVYABANDI Martin, Conseiller
Economique



LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNALES AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE MUYINGA

Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1.NIVYABANDI Martia	Conseiller Economique du Gouverneur	Toutes les monographie	
2.NUIMBERE Daniel	Attaché du cabinet du Gouverneur	Jeunesse et Sport et Patrimoine Culturel	
3.bizindavyi Jean Bosco	Inspecteur des Finances Communales	Commerce	
4.RWITEYIMANZA François Xavier	Chef du Bureau Provinciale de la Santé	Santé	
5. BERAHINO Charles	Directeur Provinciale de l'Enseignement	Education	
6.HAKIZIMANA Réverien	Président TGI	Justice	
7.NTIRANDEKURA Herson	Inspecteur provincial des Forêts	Forêt	
8. NSABIMANA Egide	Technicien du Génie Rural	Transport et télécommunication	
9. MASAKE Nicaise	Chef de Service Elevage(DPAE)	Elevage	
10.NTIRANDEKURA Jean Paul	Chef de Service formation/vulgarisation	Agriculture	
11.KUBWAYO Didace	Chargé de la Réinsertion	Réintégration et la Réinsertion	
12. NAHIMANA Anastasié	C.D.F	Action Sociale	
13.BARAKAMFITIYE Clément	Responsable de M.C.A	Coopératives et associations	
14.Mwemerabugaho Simon	Chef de Service Planification scolaire(D.P.E)	Travail et Emploi	
15.Munyemana Pasteur	Coordinateur provincial des R.C.E	Approvisionnement en eau potable	
16.Nkurunziza Sostène	Ancien administrateur de la Commune Muyinga	Habitat et Energie	
17.Kanjendimwe Charles	Chef de Service Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
18.Rwazanyingata Mrcie	Admicom Gashoho	Monographie de Gashoho	
19.Mpamira Wenseslas	Admicom Buhinyuza	Monographie de Buhinyuza	
20.Fatuma Mancno	Admicom Butihinda	Monographie de Butihinda	



21. Bamporiki Joseph	Admicom Muyinga	Monographie de Muyinga	
22. Nzohabonimana Réverien	Admicom Gasorwe	Monographie de gasorwe	
23. Ntawunkunda Idéphonse	Admicom Giteranyi	Monographie de Giteranyi	
24. Nganinka Ferdinand	Admicom Mwakiro	Monographie de Mwakiro	

